

Unité départementale de l'Isère  
*Pôle risques technologiques  
Unité SEVESO Plateformes*

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 23/06/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur



**ESSO S.A.F.**

Complexe Pétrolier  
38200 VILLETTE DE VIENNE

Référence : Is-108-RT

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/06/2022 dans l'établissement ESSO S.A.F. implanté Complexe Pétrolier 38200 VILLETTE DE VIENNE. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- ESSO S.A.F.
- Complexe Pétrolier 38200 VILLETTE DE VIENNE
- Code AIOT dans GUN : 0006103258
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- Non

Le dépôt d'hydrocarbures liquides situé sur le territoire de la commune de VILLETTE-DE-VIENNE est un stockage de fioul domestique (FOD) (60 000 m<sup>3</sup>).

Le dépôt a été construit en 1969. Il comporte deux réservoirs (TK1 et TK2) aériens verticaux, à toit fixe, de volume unitaire égal à 55 000 m<sup>3</sup>. Cependant, le volume autorisé sur site est limité par arrêté préfectoral à 63 283 tonnes ce qui correspond à 74 450 m<sup>3</sup> (d 0,85). Cette valeur limite est liée au volume disponible des rétentions.

Le dépôt est approvisionné par le pipeline exploité par la société SPMR.

Par courrier du 5 avril 2019, l'inspection a pris acte de la modification des conditions d'exploitation concernant la nature des hydrocarbures stockés dans le réservoir TK 1. Suite au changement d'affectation du réservoir TK 1, le fioul domestique (FOD) a été remplacé par du gazoil moteur (GO). Du gazoil moteur est désormais stocké dans les deux réservoirs (TK1 et TK2).

La société SPMR-TRAPIL opère les installations depuis 1996. Une convention d'exploitation pour la gestion, la surveillance, la maintenance et l'intervention en cas d'incident est signée avec la société SPMR depuis le 15 décembre 2005. Cette convention est reconduite tacitement tous les ans.

La société ESSO fait l'objet d'un Plan d'Opération Interne commun avec les installations du complexe pétrolier de VILLETTE-DE-VIENNE.

Très peu de mouvements sont enregistrés sur les réservoirs chaque année.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- foudre & électricité;
- capacités de rétention.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées
  - les observations éventuelles
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées peuvent conduire suivant le cas, à une demande d'action corrective par lettre préfectorale ou à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées.
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive

pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>précédente</u> inspection (1)
performances des murs des sous cuvettes de rétention	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 22-5	/	Lettre de suite préfectorale
performances des murs des sous cuvettes de rétention	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 22-5	/	Lettre de suite préfectorale
performances des parois des cuvettes de rétention	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 22	/	Lettre de suite préfectorale

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Contrôle et maintenance installations électriques	Arrêté Préfectoral du 20/01/1995, article 6.7	/	Sans objet
Contrôle et maintenance installations électriques	Arrêté Préfectoral du 20/01/1995, article 6.7	/	Sans objet
Perte d'alimentation électrique	Arrêté Préfectoral du 20/01/1995, article 6.6	/	Sans objet
Consignes d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 30/07/2013, article 5	/	Sans objet
Installations des protections : Vérification complète	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21	/	Sans objet
Vérification visuelle annuelle par un organisme compétent.	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21	/	Sans objet
Dispositifs de protection : vérification complète	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21	/	Sans objet
Agressions par la foudre : enregistrement	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21	/	Sans objet
Agressions par la foudre : remise en état	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21	/	Sans objet
Carnet de bord	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 19	/	Sans objet
Analyse Risque foudre	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 18	/	Sans objet

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Évaluation des risques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 18	/	Sans objet
Niveaux de protection nécessaires	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 18	/	Sans objet
ARF : mise à jour	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 18	/	Sans objet
Étude technique	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 19	/	Sans objet
Notice de vérification	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 19	/	Sans objet
Carnet de bord	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 19	/	Sans objet
Installation des dispositifs de protection	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 20	/	Sans objet
procédure d'examen courant régulier	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 22-1	/	Sans objet
procédure d'examen visuel annuel	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 22-1	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le suivi du dispositif de protection du site contre la foudre est en place et il répond aux exigences réglementaires.

La surveillance des installations électriques est effective. Des non conformités sont récurrentes mais elles relèvent uniquement de la réglementation des travailleurs. L'IIC recommande à ESSO d'améliorer ce point.

Les performances des capacités de rétention sont démontrées au travers de documents abscons. L'IIC invite ESSO à demander à ces prestataires de rédiger des rapports explicites et conclusifs.

### 2-4) Fiches de constats

**Nom du point de contrôle :** Contrôle et maintenance installations électriques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 20/01/1995, article 6.7
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, installations électrique
<b>Prescription contrôlée :</b> /
<b>Constats :</b> Les rapports APAVE de contrôle des installations électriques des 13/05/22 et 12/04/21 ont été contrôlés par l'IIC. Il comportent uniquement des préconisations pour mettre en conformité les installations au regard de la réglementation des travailleurs. Pour ce qui est du respect des dispositions électriques relatives à la prévention des risques d'incendie et d'explosion, aucune non conformité n'a été relevée. Le Q18 a été délivré. Les préconisations formulées au rapport de 2021 sont identiques à celles formulées au rapport de 2022. Le dernier rapport APAVE conclut que c'est acceptable. L'IIC n'a pas d'observation particulière à émettre.
<b>Observations :</b> L'IIC invite vivement ESSO à réaliser les travaux préconisés pour prévenir une réelle dégradation des installations qui pourrait être à l'origine d'un désordre.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** Contrôle et maintenance installations électriques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 20/01/1995, article 6.7
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, installations électrique
<b>Prescription contrôlée :</b> La mise à la terre est effectuée suivant les règles de l'art. Le matériel électrique est entretenu en bon état et reste en permanence conforme en tout point à ses spécifications techniques d'origine. Les conducteurs sont mis en place de manière à éviter tout court-circuit.
<b>Constats :</b> Selon le rapport du 27/06/2022 de l'APAVE, c'est satisfaisant. L'IIC n'a pas d'observation particulière à formuler.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Perte d'alimentation électrique**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 20/01/1995, article 6.6
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, installations électrique
<b>Prescription contrôlée :</b> Les équipements et paramètres importants pour la sécurité doivent pouvoir être maintenus en service ou mis en position de sécurité en cas de défaillance de l'alimentation électrique principale.  Les réseaux électriques alimentant ces équipements importants pour la sécurité sont indépendants de sorte qu'un sinistre n'entraîne pas la destruction simultanée de l'ensemble des réseaux d'alimentation
<b>Constats :</b> Selon l'étude des dangers en cours de validité de juillet 2016 et de la notice de réexamen d'août 2021 complétée, le risque de perte d'alimentation électrique est prévenu, en particulier au moyen de dispositifs à sécurité positive et de batteries pour les groupes motopompe de la défense incendie (nécessaires pour le démarrage). C'est acceptable.  En cas de perte d'alimentation électrique, l'IIC a eu confirmation par Mme JUGAND, société TRAPIL qui opère le dépôt ESSO, que les capteurs de fond de cuvettes se mettraient en défaut. Un report à la salle de dispatch/supervision serait effectué et garanti grâce au secours électrique de cette salle de dispatch/supervision. TRAPIL demanderait alors une levée de doute et une fermeture des clapets dans les canalisations de liaison d'ESSO. En outre les 2 groupes motopompe qui assurent les opérations de transfert de fluide seraient inopérants et interdiraient alors tous mouvements de fluide. C'est satisfaisant.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Consignes d'exploitation**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 30/07/2013, article 5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, installations électrique
<b>Prescription contrôlée :</b> Sans préjudice des dispositions du code du travail, des consignes sont établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel. Ces consignes indiquent notamment : <ul style="list-style-type: none"><li>• [...] les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides),</li></ul>
<b>Constats :</b> ESSO délègue toutes ses opérations au sein du dépôt de Vilette de Vienne à SPMR-TRAPIL. A ce titre ce sont les procédures SPMR qui seront mises en oeuvre. Elles sont communes à tout le complexe pétrolier mais avec des nuances en fonction des exploitants pétroliers. Elles sont disponibles au niveau de la salle de supervision/ dispatch du complexe. C'est satisfaisant.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** Installations des protections : Vérification initiale complète

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Risque Foudre
<b>Prescription contrôlée :</b> L'installation des protections fait l'objet d'une vérification complète par un organisme compétent, distinct de l'installateur, au plus tard six mois après leur installation.
<b>Constats :</b> Le rapport de l'Analyse du Risque Foudre (ARF) et de l'Etude Technique Foudre (ETF) datent du 04/01/2010. La vérification initiale a été menée par le même organisme , RG CONSULTANT, et date du 21/12/2012. Ce dernier rapport conclut à la conformité du dispositif de protection. ESSO a choisi de faire contrôler de façon complète tous les ans son dispositif de protection. Le dernier rapport de contrôle complet date du 27/06/2022 et a corrigé celui établi le 13/05/2022. Il conclut à l'absence de non conformité et d'observation. C'est satisfaisant.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** Vérification visuelle annuelle par un organisme compétent.

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Risque Foudre
<b>Prescription contrôlée :</b> Une vérification visuelle est réalisée annuellement par un organisme compétent.
<b>Constats :</b> ESSO fait procéder tous les ans à un contrôle complet du dispositif de protection. Le dernier rapport du 27/06/2022 conclut à la conformité du dispositif. Cette vérification complète comporte tous les points de contrôle de la vérification visuelle et d'autres supplémentaires (=réalisation de mesures). En conséquence, c'est satisfaisant.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** Dispositifs de protection : vérification complète

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Risque Foudre
<b>Prescription contrôlée :</b> L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations fait l'objet d'une vérification complète tous les deux ans par un organisme compétent.
<b>Constats :</b> ESSO fait procéder tous les ans à un contrôle complet du dispositif de protection. Le dernier rapport du 27/06/2022 conclut à la conformité du dispositif. C'est satisfaisant. Ce rapport est une version corrigée de celui du 13/05/2022 qui comportait de non conformités. Contacté sur ce rapport, l'agent de contrôle de l'APAVE a reconnu avoir utilisé un ancien rapport et ne pas l'avoir mis à jour au regard de ses constats. L'IIC a contrôlé la facture relative à la réalisation des travaux.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Agressions par la foudre : enregistrement**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Risque Foudre
<b>Prescription contrôlée :</b> Les agressions de la foudre sur le site sont enregistrées. En cas de coup de foudre enregistré, une vérification visuelle des dispositifs de protection concernés est réalisée, dans un délai maximum d'un mois, par un organisme compétent.
<b>Constats :</b> Le dispositif de protection contre le risque de foudre repose uniquement sur les liaisons équipotentielles et les prises de terre. De ce fait, il n'y a pas de compteur de coups de foudre. En revanche, ce sont les informations METEORAGE qui seront source d'informations pour l'établissement afin de déclencher une vérification de bon fonctionnement après un impact de la foudre sur les installations. L'IIC a contrôlé les 2 derniers bulletins d'alerte METEORAGE et les rapports de visite visuelle associés. Les conclusions des rapports ne montraient pas de dégradation du dispositif de protection contre le risque de foudre. C'est satisfaisant.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Agressions par la foudre : remise en état**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Risque Foudre
<b>Prescription contrôlée :</b> Justification par l'exploitant (factures par exemple) de la réalisation des travaux par un organisme compétent dans un délai d'un mois
<b>Constats :</b> Il n'y a pas eu de travaux à conduire après des impacts de foudre sur les installations ESSO.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Carnet de bord**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 19
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Risque Foudre
<b>Prescription contrôlée :</b> Si l'une de ces vérifications fait apparaître la nécessité d'une remise en état, celle-ci est réalisée dans un délai maximum d'un mois.
<b>Constats :</b> ESSO tient à jour un carnet de bord. La dernière vérification visuelle suite à impact de foudre date du 13/10/2021. Pourtant, cet impact se situait à une distance supérieure à 250m autour des 2 bacs ESSO. Ce rapport est réalisé dans le cadre du contrat de TRAPIL-SPMR qui opère le dépôt ESSO. TRAPIL déclenche la visite visuelle réglementaire après impact dans le mois suivant l'impact. Le prestataire APAVE a comme priorité le dépôt concerné mais doit également visiter tous les autres dépôts du complexe pétrolier. par habitude, il renseigne le carnet de bord de tous les exploitants. Cette pratique est satisfaisante.  Pour le dernier impact de foudre relevé par METEORAGE du 30/06/2022, M. GIMENO de l'APAVE, nous a indiqué par téléphone le 04/07/2022 avoir été mandaté pour réaliser la visite. C'est satisfaisant.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet



**Nom du point de contrôle : Analyse Risque foudre**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 18
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Risque Foudre optionnel
<b>Prescription contrôlée :</b> Une analyse du risque foudre (ARF) visant à protéger les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement est réalisée par un organisme compétent. Elle identifie les équipements et installations dont une protection doit être assurée.
<b>Constats :</b> L'ARF a été réalisée le 04/01/10 par RG CONSULTANT. Elle a été transmise à l'IIC. C'est satisfaisant.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Évaluation des risques**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 18
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Risque Foudre optionnel
<b>Prescription contrôlée :</b> L'analyse est basée sur une évaluation des risques réalisée conformément à la norme NF EN 62305-2, version de novembre 2006, ou à un guide technique reconnu par le ministre chargé des installations classées.
<b>Constats :</b> L'ARF a été établi selon la norme réglementaire. C'est satisfaisant.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Niveaux de protection nécessaires**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 18
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Risque Foudre optionnel
<b>Prescription contrôlée :</b> Elle définit les niveaux de protection nécessaires aux installations.
<b>Constats :</b> L'ARF et l'Etude Technique Foudre associée précisent les mesures techniques à mettre en oeuvre pour protéger le site. En l'occurrence, des mises à la terre adaptées et une continuité des liaisons equipotentielle. C'est satisfaisant.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : ARF : mise à jour**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 18
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Risque Foudre optionnel
<b>Prescription contrôlée :</b> Cette analyse est systématiquement mise à jour à l'occasion de modifications substantielles au sens de l'article R. 512-33 du code de l'environnement et à chaque révision de l'étude de dangers ou pour toute modification des installations qui peut avoir des répercussions sur les données d'entrées de l'ARF.
<b>Constats :</b> Depuis la réalisation de l'ARF le 04/01/2010, il n'y a pas eu de modification des installations. Il n'a pas été nécessaire de réviser l'ARF. C'est satisfaisant.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Étude technique**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 19
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Risque Foudre optionnel
<b>Prescription contrôlée :</b> En fonction des résultats de l'analyse du risque foudre, une étude technique est réalisée, par un organisme compétent, définissant précisément les mesures de prévention et les dispositifs de protection, le lieu de leur implantation ainsi que les modalités de leur vérification et de leur maintenance.
<b>Constats :</b> L'Etude Technique a été menée simultanément avec l'ARF . Le rapport du 04/01/2010 est commun aux 2 objets: ARF et ET. Les modalités techniques y ont été définies. Dès lors qu'il s'agit uniquement de liaisons équipotentielles et de mises à la terre, les modalités de surveillance sont implicitement celles inhérentes aux installations électriques. C'est satisfaisant.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Notice de vérification**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 19
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Risque Foudre optionnel
<b>Prescription contrôlée :</b> Une notice de vérification et de maintenance est rédigée lors de l'étude technique puis complétée, si besoin, après la réalisation des dispositifs de protection.
<b>Constats :</b> La notice de vérification a été transmise. Elle date du 19/11/2012. Elle n'a pas été complétée après la mise en place du dispositif de protection contre le risque de foudre. C'est satisfaisant.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Carnet de bord**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 19
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Risque Foudre optionnel
<b>Prescription contrôlée :</b> Un carnet de bord est tenu par l'exploitant. Les chapitres qui y figurent sont rédigés lors de l'étude technique.
<b>Constats :</b> Le carnet de bord du dispositif de protection contre le risque de foudre est satisfaisant.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** Installation des dispositifs de protection

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 20
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Risque Foudre optionnel
<b>Prescription contrôlée :</b> L'installation des dispositifs de protection et la mise en place des mesures de prévention sont réalisées, par un organisme compétent, à l'issue de l'étude technique, au plus tard deux ans après l'élaboration de l'analyse du risque foudre, à l'exception des installations autorisées à partir du 24 août 2008, pour lesquelles ces mesures et dispositifs sont mis en oeuvre avant le début de l'exploitation. Les dispositifs de protection et les mesures de prévention répondent aux exigences de l'étude technique.
<b>Constats :</b> Le 18/12/2018 le rapport DEKRA concluait à la non conformité du dispositif de protection contre le risque de foudre. Depuis des visites complètes ont eu lieu. Celle du 13/05/2022 et son rapport du 27/06/2022 conclut à la conformité. C'est satisfaisant.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** performances des murs des sous cuvettes de rétention

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 22-5
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, prévention des pollutions accidentelles
<b>Prescription contrôlée :</b> résistance au feu de 4h
<b>Constats :</b> L'étude ARCADIS du 18/02/2020 décrit les investigations menées entre les 22 et 23 janvier 2020 et conclut à l'imperméabilité des 4 sous cuvettes. Il rappelle également que des argiles se trouvent au droit du site sur une épaisseur de 50 à 60 cm. Ces argiles présentent un coefficient de perméabilité de $2.2 \cdot 10^{-7}$ m/s à $2.1 \cdot 10^{-8}$ m/s. Comme le rapport $h/v > 500h$ est satisfait, les cuvettes et leurs sous cuvettes sont considérées imperméables. Le rapport précise que les cuvettes sont en terre et limons. Pour ce qui est des murets qui définissent les sous cuvettes, c'est le rapport AUXITEC du 02/08/2013 qui établit la résistance au feu de 4h des murets. En revanche, le rapport FONDASOL du 30/10/2012 préconise que la jonction entre le muret et le bac/tanker soit en tôle métallique. Cela fragilise la tenue au feu de l'édifice entier.
<b>Demande n°1:</b> Sous le délai de 1 mois à compter de la date du présent rapport, ESSO doit justifier que la jonction entre le muret des sous cuvettes et le bac/tanker présente également une tenue au feu de 4h comme le muret lui même
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale

**Nom du point de contrôle :** performances des murs des sous cuvettes de rétention

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 22-5
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, prévention des pollutions accidentelles
<b>Prescription contrôlée :</b> résistance à la pression statique+action physico chimique
<b>Constats :</b> ESSO a transmis l'étude FONDASOL du 30/10/2012 qui traite du sujet. Elle préconise des mesures techniques pour garantir la résistance à la pression statique. Les parois des merlons et diguettes sont en terre/limon/argile et la partie apparente des diguettes est en béton armé. Ces matériaux résisteront à l'action chimique du Fioul susceptible de se répandre dans les cuvettes de rétention.
<b>Demande n°2:</b> Dans le délais de 1 mois à compter de la date du présent rapport, l'IIC souhaite savoir si les dispositions de l'étude FONDASOL ont été mises en oeuvre.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale

**Nom du point de contrôle :** performances des parois des cuvettes de rétention

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 22	
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, prévention des pollutions accidentelles	
<b>Prescription contrôlée :</b> continuité des caractéristiques des parois de rétention	
<b>Constats :</b> ESSO a remis l'étude FONDASOL du 30/10/2012 relative aux murets des sous-cuvettes de rétention associées aux bacs/tankers. En p9/39, il est indiqué que: <b>Le projet consiste à diviser en deux les cuvettes pour limiter les effets thermiques en cas de merlon de cuvette.</b>  <b>La division des cuvettes sera réalisée par des merlons en terre. A proximité des bacs, les merlons seront finalisés par des murs en béton armé. La liaison mur / bac sera réalisée par des tôles métalliques.</b>	
<p>Or les sous-cuvettes sont matérialisées par des murets en béton et non pas des merlons en terre.</p> <p>Il y a manifestement une incohérence.</p>	 <p>(exercice POI 2021)</p>
<b>Demande n°3:</b> Sous le délai de 1 mois à compter de la date du présent rapport, ESSO doit: - produire un engagement écrit relatif aux constituants des séparations des sous-cuvettes; - justifier que ces murets assurent le même niveau de performance que les parois périphériques des cuvettes (tenue à la pression statique+résistance physico-chimique+tenue au feu 4h).	
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites	
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale	

**Nom du point de contrôle :** procédure d'examen courant régulier

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 22-1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, prévention des pollutions accidentelles
<b>Prescription contrôlée :</b> examen visuel annuel+enregistrements
<b>Constats :</b> Des visites annuelles sont réalisées et font l'objet d'un enregistrement. Selon les rapports des 2 dernières années sur les 2 bacs+cuvettes de rétention. Il n'y a pas d'observation relative aux capacités de rétention. C'est acceptable.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** procédure d'examen visuel annuel

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 22-1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, prévention des pollutions accidentelles
<b>Prescription contrôlée :</b> examen visuel approfondi + enregistrements
<b>Constats :</b> Tous les ans les cuvettes sont inspectées selon une grille de contrôle qui vise les différents désordres susceptibles de se produire, tels que déformation ou dégradation des béton, du fond des cuvettes, des joints d'étanchéité, des merlons. Selon les 2 derniers rapports de visite annuelles des 2 bacs et de leur cuvette associée, il n'y a pas de dégradation de ces éléments. C'est satisfaisant.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet